

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 132

Du 12 au 18 juillet 1985

POLITIQUE

Intérêts en jeu

Le Congrès américain soumet l'aide à certaines conditions

Demande d'aide

Crainte d'une insurrection populaire

Remaniements du Cabinet

Des fonctionnaires abandonnent leurs fonctions

Suppression du Bureau de Presse

ECONOMIE

De nouvelles restrictions sont recommandées

Allocation de crédits

CONTRE-INSURRECTION

L'Armée accroît la militarisation

Morts de mineurs d'âge

INSURRECTION

Attaque des troupes stationnées

SITUATION SOCIALE

La misère va croissante

DROITS DE L'HOMME

Enlèvement d'une syndicaliste

Militaires accusés

La violence se poursuit

Abandon du pays

Plaintes retirées

REFUGIES

Transferts autorisés

POLITIQUE

INTERETS EN JEU

Le 10 juillet, l'Ambassadeur américain, Alberto Martinez Piedra faisait savoir que tout engourdissement du processus électoral au Guatemala "serait néfaste" aux intérêts et à la position des Etats-Unis en Amérique Centrale.

De même, Martinez Piedra soulignait que l'Agence Américaine Internationale pour le Développement -AID- prendra à sa charge la plus grosse partie des frais encourus dans le cadre des élections présidentielles qui auront lieu, le 3 novembre prochain, au Guatemala. L'Ambassadeur a précisé "qu'il n'y aurait aucune interruption" venant contrarier la tenue de cette élection.

LE CONGRES AMERICAIN SOUMET L'AIDE A CERTAINES CONDITIONS

Le 11 juillet, le journal Prensa Libre, reproduisant un communiqué de l'agence Asociated Press -AP-, mettait en exergue le fait que la Chambre des Représentants des Etats-Unis avait soumis l'aide économique et militaire au profit du Guatemala à l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme, et plus particulièrement ceux des indigènes.

Selon cette même information, le Congrès américain en a appelé au régime du Général Oscar Mejia Victores pour qu'il coopère et protège les groupes de défense des Droits de l'Homme, lesquels ont été jusqu'à présent les cibles de la persécution officielle au cours des derniers mois.

DEMANDE D'AIDE

Une délégation de fonctionnaires et de chefs d'entreprises guatémaltèques s'est entretenue, les 15 et 16 juillet, avec les responsables des organisations financières et des fonctionnaires américains en vue de renégocier la dette extérieure du Guatemala et obtenir une aide économique et militaire au profit du régime militaire du Général Mejia Victores.

La délégation était composée du Ministre des Finances, du Président de la Banque du Guatemala et du Président du Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-.

CRAINTE D'UNE INSURRECTION POPULAIRE

D'après les déclarations du Colonel, en retraite, et ex-membre de la Junte gouvernementale présidée par Rios Montt, Francisco Gordillo, les militaires guatémaltèques craindraient la possibilité d'une insurrection populaire due à la grave crise dans laquelle le pays se trouve plongé.

Gordillo affirme que l'on ne craint pas tant la possibilité d'un coup d'Etat car "pour ce faire, l'intervention de l'Armée est nécessaire" mais plutôt un soulèvement "qui ne modifierait pas uniquement le gouvernement mais qui transformerait le système en tant que tel".

REMANIEMENTS DU CABINET

Le gouvernement a révoqué de leurs fonctions les Ministres de l'Education et de l'Intérieur, Eugenia Tejada de Putzeys et Gustavo Adolfo Lopez, respectivement. Leurs remplaçants, Judith Samayoa de Pineda et Carlos Guzman Estrada, sont entrés en fonction le 15 juillet.

Au cours d'une déclaration, le nouveau Ministre de l'Intérieur a stipulé, en réponse à la question posée sur le problème des détenus et des disparus, que "des institutions telles que l'Assemblée Constituante Nationale et la Croix Rouge étudiaient la question en essayant d'établir l'endroit où se trouve ces personnes".

DES FONCTIONNAIRES ABANDONNENT LEURS FONCTIONS

Le Maire de la Capitale, José Lee Duarte et le vice-Ministre des Relations Extérieures, Mario Marroquín Najera, ont abandonné leurs fonctions au cours de la troisième semaine du mois de juillet. Ce geste a été analysé par les milieux journalistiques comme étant une preuve de la crise que traverse le régime actuel.

SUPPRESSION DU BUREAU DE PRESSE

Obéissant à un décret-loi édicté par le Chef de l'Etat, le 10 juillet, le Bureau de Presse de l'Organe Judiciaire s'est vu condamné à fermer ses portes.

Cette mesure, qui affecte la prétendue indépendance des pouvoirs entre les divers organes de l'Etat, fut décrétée du fait que l'Armée ne pouvait accepter qu'une information régulière portant sur les divers actes de violence commis soit divulguée par ce Bureau aux milieux de presse locaux.

ECONOMIE

DE NOUVELLES RESTRICTIONS SONT RECOMMANDEES

Le 17 juillet, le journal El Gráfico signalait qu'une mission du Fonds Monétaire International -FMI- au cours d'une visite au Guatemala effectuée fin-juin, début juillet, avait recommandé au régime guatémaltèque d'augmenter le prix des produits énergétiques, d'éliminer les subventions entourant les produits de base et de dévaluer le quetzal.

El Gráfico affirme que le FMI a rédigé un rapport où sont avancées 10 mesures d'ordre économiques et financières pour que le régime soit en mesure de surmonter la situation aigüe qui sévit dans ce pays d'Amérique Centrale, caractérisée par une inflation qui dépasse les 50 % par an, par la carence de devises et, par l'augmentation constante du déficit budgétaire.

ALLOCATION DE CREDITS

Le 17 juillet, le Président du Directoire exécutif de la Banque Interaméricaine de Développement, Antonio Ortiz Mena, annonçait que cette institution allait allouer au régime guatémaltèque des crédits dépassants 253 millions de dollars, destinés au secteur de l'Initiative Privée et aux projets gouvernementaux.

Ortiz Mena ajoutait que la BID en appellerait à la communauté financière internationale en vue d'essayer d'obtenir une aide supérieure à ce que les seules ressources de la Banque permettrait de réunir.

CONTRE-INSURRECTION

L'ARMEE ACCROIT LA MILITARISATION

Le 10 juillet, à la suite d'un décret-loi pris par le Chef de l'Etat, le Général Mejía Victores, l'aéroport international "La Aurora" était placé sous contrôle absolu de l'Armée.

Conformément au décret, les forces armées maintiendront un contrôle sévère à l'arrivée et au départ des avions. Les passagers seront également soumis au dit contrôle.

MORTS DE MINEURS D'AGE

Le 10 juillet, au cours d'une opération contre-insurrectionnelle menée par l'Armée, 4 personnes dont deux mineurs d'âge ont trouvé la mort, dans la région de la municipalité de Sayaxché, située dans le département septentrional de El Petén. Cette information a été divulguée, le 11 juillet, par le journal Prensa Libre.

INSURRECTION

ATTACHE DE TROUPES STATIONNEES

Un communiqué émanant de l'insurrection et rendu public le 11 juillet signale que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont attaqué, le 9 juillet, des effectifs de l'Armée régulière stationnées dans la propriété El Porvenir, située sur les flancs du volcan Tajumulco, dans le département occidental de San Marcos, occasionnant de la sorte 10 pertes à l'Armée.

Selon cette même information, la réponse de l'Armée ne fut pas importante et fort décousue mais, par la suite, les troupes officielles ont bombardé, en vain, les régions montagneuses voisines.

SITUATION SOCIALE

LA MISERE VA CROISSANTE

Le 12 juillet, 23 syndicats ouvriers des principales entreprises du pays ont diffusé un communiqué où ils rendaient les gouvernements militaires, les secteurs privés et les partis politiques, responsables de la situation économique, politique et sociale, catastrophique, qui caractérise le Guatemala.

Le communiqué, auquel avaient participé, entre autre, les syndicats de Coca-Cola, Duralux, Tabacalera Centroamericana -entreprise de tabac d'Amérique Centrale-, l'Université de San Carlos, la Municipalité de la Capitale et les banques, soulignait également que les salaires avaient considérablement diminués en termes réels au cours des dernières années alors que conjointement les prix des denrées de première nécessité allaient, quant à eux, sans cesse croissant. Ce qui revient à dire qu'un quetzal (monnaie nationale) de 1985 a quatre fois moins de valeur qu'un quetzal en 1972.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT D'UNE SYNDICALISTE

Le 13 juillet, les syndicats de travailleurs de Coca-Cola et de l'entreprise de bière d'Amérique Centrale dénonçaient l'enlèvement de la dirigeante syndicale, Felicita Floridalma Lucero, perpétré par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales, le 12 avril dernier.

L'ouvrière, détenue et disparue, faisait partie du Comité Exécutif du Syndicat des Chewing gums Adam's.

MILITAIRES ACCUSES

Plusieurs spécialistes de la section d'espionnage de l'Armée (G-2) ont été impliqués publiquement dans des actes de violations des Droits de l'Homme au cours des derniers jours du mois de juin et début juillet par diverses dénonciations de personnes concernées directement, par des familles de victimes ou par les milieux de presse.

Le Sous-Chef d'Etat, le Général Rodolfo Lobos Zamora a déclaré à ce sujet, le 10 juillet, que l'Armée se livre à une enquête cherchant à démontrer qu'il y aurait eu des falsifications des lettres de créance de ce corps militaire.

LA VIOLENCE SE POURSUIT

Selon un rapport du Corps de Pompiers Municipaux, rendu public le 15 juillet, la violence de droit commun s'est accrue, au cours du mois de juin, de même que la violence d'ordre politique, dans la capitale. Les Pompiers ont, en effet, relevé 130 actes violents dans cette seule dernière.

Selon ce rapport, 59 personnes ont été blessées, par armes blanches; 27, par balles et, 44 avec d'autres types d'armes. A cela s'ajoute le meurtre de 8 personnes. Les milieux de communications et les organisations de secours ont également signalé, au cours du mois dernier, divers cas d'enlèvements massifs.

ABANDON DU PAYS

La famille de Héctor Gómez Calito, dirigeant du Groupe d'Appui Mutuel, assassiné le 21 mars dernier, s'est rendue à Toronto, au Canada, le 12 juillet, sous la protection diplomatique du gouvernement canadien. Adrian Gómez, chef de cette famille de 9 personnes, a déclaré que cette mesure a dû être prise à la suite des tentatives d'intimidation constantes opérées par les agents de la sécurité gouvernementale.

PLAINTES RETIREES

Le 12 juillet, des membres de la famille de Diana Mildred Sosa de Garcia et Francisco Manuel Leiva faisaient savoir qu'ils retireraient les dénonciations et plaintes au sujet de l'enlèvement des deux personnes pré-citées. Ils avaient énoncé ces dénonciations par le biais des medias. Il se fait que les deux membres du Centre Universitaire de l'Occident s'ont retournés dans leurs foyers respectifs.

Les "plaignants" ont expliqué que du fait de la terreur qui existe dans le milieu universitaire et ne voyant pas réapparaître leurs proches durant une journée entière, ils avaient cru bon de porter plainte.

REFUGIES

TRANSFERTS AUTORISES

Le 15 juillet, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés -ACNUR-, se prononçait en faveur de l'initiative prise par le gouvernement mexicain en vue de transférer vers le Yucatàn, les réfugiés politiques guatémaltèques, établis actuellement à Chiapas. Cette mesure, selon le journal mexicain Uno más Uno du 15 juillet, a pour but de les éloigner tant que faire se peut de la frontière commune avec le Guatemala pour des motifs évidents de sécurité.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX